



NOUS, Personnels Administratifs **ne sommes pas une variable électorale**

COMMUNIQUÉ :

À quelques mois des élections professionnelles, un phénomène bien connu refait son apparition !

Certaines organisations syndicales, restées particulièrement discrètes pendant quatre ans sur les problématiques des personnels administratifs, découvrent soudainement.

Communiqués, déclarations liminaires, prises de position... Les personnels administratifs semblent, tout à coup, être devenus leur priorité.

**Chez FO Justice, NOUS, Personnels Administratifs
ne devenons pas importants seulement tous les quatre ans.**

NOUS LE SOMMES EN PERMANENCE !

Depuis des années, **FO Justice** porte sans relâche les revendications de la filière administrative :

- Une réforme statutaire ambitieuse ;
- Une refonte des grilles indiciaires ;
- La révision des textes régissant le RIFSEEP ;
- La revalorisation de l'IFSE et du CIA ;
- La révision des socles, des plafonds et des modalités d'attribution ;
- La promotion SUR POSTE pour les personnels administratifs occupant déjà des fonctions d'un corps supérieur.

► **FO Justice a notamment obtenu :**

- Un plan de requalification de C en B pour 2022-2025 ;
- Un plan de requalification de C en G à hauteur de 700 postes ;
- La création de majorations de l'IFSE pour les personnels des régies des comptes nominatif ;
- La révision des textes régissant le RIFSEEP ;
- La signature d'un relevé de conclusions engageant le ministère de la Justice sur un plan triennal portant :
 - La revalorisation de l'IFSE ;
 - La poursuite et l'amplification du plan de requalification de C en B pour 2026-2029 avec 1 000 promotions ;
 - La création d'un plan de requalification de B en A.
 - La correction d'injustices indemnitaires pénalisantes telles que l'abattement appliqué sur l'IFSE des personnels des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire.

.../...

► **Depuis des années, FO Justice agit concrètement :**

- Défense des recours individuels ;
- Accompagnement personnalisé des collègues ;
- Permanences syndicales ;
- Rencontres de terrain en juridictions, en établissements pénitentiaires, en administration centrale et dans les services déconcentrés de toutes les directions du ministère de la Justice ;
- Interventions quotidiennes auprès de l'administration ;
- Revendications nationales portées sans relâche.

Pendant que certains découvrent aujourd'hui les personnels administratifs...

FO Justice est à leurs côtés depuis toujours et chaque jour.

ÊTRE MAJORITAIRE... POUR QUELS RESULTATS ?

Depuis des années, certains revendiquent le statut de syndicat majoritaire au ministère de la Justice. Une question mérite d'être posée :

Quelles avancées majeures ont réellement été obtenues pour NOUS, personnels administratifs ?

Aujourd'hui encore :

- Des grilles indiciaires écrasées sous l'effet des revalorisations successives du SMIC ;
- Une reconnaissance statutaire insuffisante ;
- Des rémunérations qui ne reflètent ni les responsabilités exercées ni les compétences attendues ;
- Des effectifs toujours insuffisants ;
- Des personnels administratifs régulièrement oubliés des réformes.

Être majoritaire n'a de sens que si cela permet d'obtenir des avancées concrètes. Nous attendons des résultats, pas des promesses renouvelées tous les quatre ans.

Chez FO Justice, nous ne recherchons pas un titre ou une place.

En revanche, nous voulons faire avancer celle des personnels administratifs.

NOUS, PERSONNELS ADMINISTRATIFS MERITONS MIEUX !

► **Les collègues ne jugeront pas les organisations syndicales sur leurs slogans. Ils les jugeront :**

- Sur leur travail.
- Sur leur présence.
- Sur leur disponibilité.
- Sur leur capacité à défendre les agents toute l'année.

NOUS, Personnels Administratifs, ne sommes pas une voix à conquérir tous les quatre ans.

NOUS, Personnels Administratifs, sommes des agents à défendre chaque jour.

Parce que notre engagement ne dure pas une campagne électorale, il dure toute l'année

NOUS, Personnels Administratifs, ne sommes pas une variable électorale !

NOUS sommes une composante essentielle du ministère de la Justice !